



CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES
Lot 02 Plafonds suspendus
Phase DCE

Lill'U Réaménagement des bureaux de l'Urssaf du
Bâtiment de Lille



SOMMAIRE

1	GÉNÉRALITÉS.....	3
1.1	DESCRIPTION DE L'OPÉRATION.....	3
1.2	SPÉCIFICATIONS D'ORDRE GÉNÉRAL.....	3
1.3	REMISE DE LA PROPOSITION - PRÉSENTATION DE DEVIS ESTIMATIF.....	3
1.4	ÉTENDUE DES PRESTATIONS.....	4
1.5	ÉTUDES - PLANS DES OUVRAGES.....	4
1.6	PROTECTION DES OUVRAGES.....	4
1.7	CHANTIER PROPRE.....	4
1.8	NETTOYAGE.....	5
1.9	COMPTE PRORATA.....	5
2	PRESCRIPTION SPÉCIFIQUES - PLÂTRERIE FAUX PLAFOND ISOLATION.....	6
2.1	PRESCRIPTIONS RÉGLEMENTAIRES.....	6
2.2	MARQUES, CERTIFICATS ET PROCÈS-VERBAUX.....	6
2.3	TOLÉRANCES.....	7
2.4	RÉCEPTION DES SUPPORTS.....	7
2.5	MISE EN ŒUVRE.....	7
2.6	QUALIFICATION PROFESSIONNELLE.....	7
2.7	DIMENSIONS DES OUVRAGES.....	7
2.8	PROTOTYPES ET ÉCHANTILLONS.....	7
2.9	PRESCRIPTION AU FEU.....	8
2.10	RÉGLEMENTATION SISMIQUE.....	8
2.11	DIVERS.....	9
3	TRAVAUX D'ENSEMBLE.....	11
3.1	ÉTUDES ET PLANS D'EXÉCUTION DES OUVRAGES.....	11
3.2	DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTÉS ET DOSSIER D'INTERVENTION ULTÉRIEURE SUR L'OUVRAGE.....	11
3.3	ACHEMINEMENT DES MATÉRIAUX.....	11
3.4	GESTION DES DÉCHETS.....	11
3.5	NETTOYAGES EN COURS DE CHANTIER.....	11
4	DESCRIPTION DES TRAVAUX DE PLAFONDS SUSPENDUS.....	12
4.1	TRAVAUX SUR L'EXISTANT.....	12
4.1.1	Dépose des plafonds suspendus existants.....	12
4.1.2	Dépose du plafond suspendu de l'accueil.....	12
4.2	PLAFONDS SUSPENDUS.....	12
4.2.1	Plafonds suspendus en dalle 600x600.....	12
4.2.2	Plafonds suspendus cassette acier 600x600.....	13
4.2.3	Percements et découpe.....	13

1 GÉNÉRALITÉS

1.1 DESCRIPTION DE L'OPÉRATION

Le présent document a pour objet de définir les prestations incombant au LOT 02 – Plafonds suspendus et de permettre aux entreprises consultées d'établir leur proposition sans restriction ni réserve pour le projet de Réaménagements des bureaux de l'Urssaf Nord Pas de Calais situé au 293 Avenue du Président Hoover 59000 LILLE

Pour le compte de
Urssaf Nord Pas de Calais – Siège social
293 Avenue du Président Hoover
59000 LILLE

1.2 SPÉCIFICATIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

L'entreprise prendra connaissance, afin de tenir compte de toutes les contraintes inhérentes au projet:

- Des CCTP de tous les Lots
- Du planning établi par le pilote
- Du PGC établi par le coordinateur Sécurité
- Du RICT établi par le Contrôleur Technique
- Ensemble des pièces listées dans le marché

a) L'ensemble des travaux est défini par les pièces écrites administratives, particulières, et les plans joints. L'ensemble constitue un tout qui définit la prestation et auquel il a été apporté un soin particulier. Si cela n'était pas l'avis de l'entrepreneur, il ne pourrait toutefois se prévaloir de la brièveté ou de l'absence d'une prestation pendant ou après la période d'exécution. Il lui appartient donc de formuler ses observations pendant la période d'étude de sa proposition, en tout état de cause, jamais après la remise de celle-ci. Il devra, dans ce laps de temps, indiquer à l'architecte ou au BET, toute erreur, omission ou défaut de concordance entre les plans et le devis descriptif.

b) Le fait d'avoir soumissionné suppose qu'il ait obtenu tous les renseignements nécessaires à la parfaite réalisation de ses travaux, qu'il ait visité les lieux, et qu'il s'engage ainsi à exécuter ceux-ci dans les règles de l'Art.

c) L'entrepreneur devra vérifier soigneusement toutes les côtes portées au dessin et s'assurer de leur concordance tant entre les divers plans qu'avec les bâtiments existants.

d) Le fait de commencer les travaux de sa compétence, suppose qu'il accepte les lieux tels qu'ils sont. Il devra, pour éviter tout conflit avec les autres entrepreneurs, réceptionner les ouvrages sur lesquels il aura à travailler. S'il avait des réserves à formuler, il devrait en avertir l'architecte ou le BET avant tout commencement des travaux.

e) Suivant les règles énoncées dans le C.C.T.P. ou le C.C.A.P. l'entrepreneur est responsable de tous les dégâts qui pourraient survenir aux ouvrages de son fait, de celui de son personnel, des intempéries (gel, déshydratation etc...). Pour pallier à ces inconvénients, il lui appartient donc de prendre toutes les précautions utiles (protection, bâchages, protection contre le vol, etc) qui sont implicitement contenues dans sa proposition. Il assurera directement ou par l'entremise d'un responsable compétent, une surveillance sérieuse de son chantier.

f) Un mois au minimum avant intervention, l'entrepreneur devra fournir les plans d'exécution, pour visa et approbation de la Maîtrise d'œuvre et du bureau de contrôle.

1.3 REMISE DE LA PROPOSITION - PRÉSENTATION DE DEVIS ESTIMATIF

a) Le devis estimatif sera présenté en suivant l'ordre logique du descriptif. Il devra remettre son prix en le décomposant article par article et en respectant les phases du projet. Toutes autres présentations ou absence de détails motiveraient le rejet pur et simple de la proposition.

b) Les matériaux, éléments ou ensembles envisagés, satisferont aux spécifications du R.E.E.F. et aux diverses normes particulières homologuées. Si l'entrepreneur pensait devoir proposer soit des matériaux différents, soit un système constructif tendant à favoriser la rigidité de l'exécution, sans toutefois nuire à la qualité de la prestation, il ne pourrait le faire sans que les dits matériaux soient conformes aux exigences légales plus hautes citées.

D'autre part il devra en tenir l'architecte ou le BET informé pendant la période d'étude de sa proposition. L'architecte ou le BET jugeront du bien fondé et transmettront au Maître de l'Ouvrage, avec tout avis nécessaire, pour décision.

Ces matériels ou équipements ainsi proposés devront faire l'objet de présentation sous forme d'échantillons, chaque fois que le Maître de l'Ouvrage, l'architecte ou le BET l'exigeront.

c) L'entrepreneur aura à prendre en compte l'ensemble du CCTP et plans. Dans le cas où le CCTP ou les plans présenteraient des erreurs, omissions, imprécisions, contradictions, ou défaut de concordance, le soumissionnaire devra en informer le maître d'œuvre et demander toutes les informations et précisions nécessaires.

L'entrepreneur inclura alors ces sujétions au poste manquant dans les prix des ouvrages auxquels ils se rattachent. Il ne pourra réclamer quelques travaux supplémentaires que ce soit, le prix global et forfaitaire enfin de bordereau étant réputé inclure toutes sujétions ou ouvrages cités et décrits au CCTP ou indiqués sur plans.

1.4 ÉTENDUE DES PRESTATIONS

Les prestations comprennent la réalisation complète des ouvrages conformément aux règlements en vigueur, aux règles de l'Art, aux prestations des clauses techniques et au C.C.T.P. joint.

L'entrepreneur devra la fourniture et la pose de tous les matériaux nécessaires au bon équipement de ses prestations.

La liste des matériels définis dans le C.C.T.P. n'est en rien limitative, et l'entrepreneur ne pourrait demander de supplément de prix pour l'installation de fournitures nécessaires à la réalisation de ses ouvrages.

Les caractéristiques des matériaux définis dans le C.C.T.P. doivent être considérées comme des minima.

Il est entendu que toute augmentation des dites spécifications qui serait reconnue ultérieurement comme nécessaire pour obtenir un achèvement des travaux, ne pourra donner lieu à aucun supplément de prix.

L'entrepreneur adjudicataire des travaux sera tenu de garantir une protection pendant toute la période comprise entre la réception et la garantie de parfait achèvement de travaux.

Pendant ce délai, il devra remplacer à ses frais tous revêtements qui viendraient à faire défaut par vice de fabrication ou de pose, et il demeurera responsable de tous travaux ou ouvrages qui pourraient être exigés par suite de ces déficiences.

1.5 ÉTUDES - PLANS DES OUVRAGES

Les plans d'exécution des ouvrages de toute nature, les plans de détails sont à la charge des entrepreneurs, en complément des plans de projet d'Exécution des Ouvrages fournis dans le cadre du présent Dossier de Consultation des Entreprises.

1.6 PROTECTION DES OUVRAGES

L'entrepreneur étant responsable de ses ouvrages jusqu'à la réception des travaux, devra envisager toutes protections nécessaires de ces derniers aux stades suivants:

- . pour les éléments entreposés sur chantier, afin de recevoir une première réception,
- . après mise en œuvre des ouvrages pendant la durée des travaux jusqu'à la réception sus visée.

Les protections devront permettre d'éviter toutes déformations, toutes dégradations et toutes salissures des ouvrages posés. L'entrepreneur devra le remplacement d'éléments refusés non conformes aux prévisions techniques, ou la dépose, modification et repose d'ouvrages refusés, même au stade de la réception.

Ces diverses prestations seront exécutées à la charge exclusive du présent Lot ou à la charge du compte prorata si l'observation des termes du marché ou des circonstances justifie une telle décision. Elles seront à la charge d'une entreprise nommément désignée dans le cas de dégradations constatées avec responsabilité établie.

Dans l'un quelconque des cas évoqués, un attachement contradictoire visé par le représentant du maître d'œuvre, établi et signé par celui de l'entreprise, sera obligatoirement rédigé.

L'inobservation de cette clause entraînerait la nullité de toute facturation ou imputation des dépenses.

1.7 CHANTIER PROPRE

Le présent lot devra respecter la charte "chantier propre" de la Maîtrise d'Ouvrage ou, à défaut, se conformer aux exigences du CCTC relatives au nettoyage et à la propreté du chantier.

1.8 NETTOYAGE

L'entrepreneur disposera les protections nécessaires et procédera au nettoyage des locaux au fur et à mesure de son intervention pour faire disparaître toutes traces de plâtre, colle, etc... sur les planchers et divers ouvrages (huisseries, menuiseries, tuyauteries...).

Pour la date de réception, l'entrepreneur doit le parfait nettoyage de ses ouvrages. Ces travaux comprendront la dépose et l'enlèvement de tous les dispositifs ou matériaux de protection, le balayage des sols embarrassés des protections, pour rendre à la matière la parfaite finition requise.

Tous les gravois et emballages ou protections provenant de CES seront déposés par le présent Lot dans les bennes prévues à cet effet et enlevés par lui.

L'entrepreneur fournira tout le matériel et la main d'œuvre nécessaires à ces nettoyages.

1.9 COMPTE PRORATA

Le principe de fonctionnement, les postes concernés, les modalités de répartition et de gestion du compte prorata sont définis dans le CCTC – Lot commun.

Chaque entreprise est réputée avoir pris connaissance de ces dispositions et y adhérer sans réserve. Les sujétions correspondantes sont incluses dans les prix du marché et ne pourront donner lieu à aucun supplément.

2 PRESCRIPTION SPÉCIFIQUES - PLÂTRERIE FAUX PLAFOND ISOLATION

2.1 PRESCRIPTIONS RÉGLEMENTAIRES

Les dispositions générales définies ci-dessous, concernant la Réglementation et les Règles de l'Art, doivent toutes être respectées.

- Code de la construction et de l'habitation ;
- Code de l'urbanisme ;
- Normes françaises et européennes en vigueur, y compris NF DTU ;
- Règlement des produits de construction (marquage CE),
- Règles professionnelles.

Il peut être envisagé exceptionnellement de déroger à certaines dispositions, autres que celles assujetties à des exigences à caractère réglementaire, dès lors que le Maître d'ouvrage serait en mesure de justifier ce non-respect de l'exigence à CERQUAL qui statuera sur les éléments fournis.

Les travaux seront réalisés suivant les D.T.U. en vigueur à la date de la remise des offres, aux règles éditées par l'A.F.N.O.R. et plus particulièrement :

- | | | |
|-----------------|---|---|
| - D.T.U. 25.1 | - | pour les enduits intérieurs en plâtre |
| - D.T.U. 25.221 | - | pour les plafonds constitués par un enduit armé au plâtre |
| - D.T.U. 25.232 | - | pour les plafonds suspendus d'AVRIL 1960. |
| - D.T.U. 25.31 | - | pour les ouvrages verticaux de maçonnerie |
| - D.T.U. 25.41 | - | pour les ouvrages en plaques de parement plâtre. |
| - D.T.U. 25.51 | - | pour les plafonds en staff |

Normes

- Norme NF B 12.001 - 12.300 à 12.302 - 12.402 - concernant la qualité des plâtres et leur mise en œuvre
- Norme NF P 18.303 - concernant l'eau de gâchage
- Norme NF P 73.301 - concernant les éléments en staff, plaques, éléments pour décoration

Les cahiers du C.S.T.B.

N° 1637 doublages thermiques, plaque de plâtre isolant

N° 1624 isolation par l'intérieur, risques d'incendie

N° 897 support plâtre recevant des revêtements céramiques collés

2.2 MARQUES, CERTIFICATS ET PROCÈS-VERBAUX

Les marques des matériaux cités en références dans le C.C.T.P. ne sont pas imposées. L'entrepreneur peut proposer d'autres marques de produits équivalents, étant entendu que les procédés proposés seront conformes aux avis techniques du C.S.T.B.

Les certificats du C.S.T.B. et procès-verbaux d'agrément seront fournis par l'entrepreneur sur simple demande de l'Architecte ou du Bureau de Contrôle.

Les marques et produits dont fait mention le présent CCTP sont justifiés par la nature du marché et l'exigence de qualité s'y référant. Ils sont indiqués afin que les entreprises puissent établir une base de prix correspondant aux objectifs suivants de :

- Qualité, performances
- Respect des contraintes architecturales
- Respect de l'économie du projet
- Respect des contraintes du marché
- Obtention de labels

L'entreprise pourra proposer des marques et produits équivalents ou similaires respectant l'esprit du projet et des contraintes. Le produit proposé comme équivalent devra présenter les qualités techniques de durabilité, de fiabilité et d'esthétique au moins égales à celles des produits mentionnés dans le présent CCTP.

L'offre de l'entreprise devra comporter obligatoirement les références et types des matériels proposés. Il appartiendra au Maître d'Œuvre d'estimer si les produits proposés par l'entreprise possèdent le niveau de qualité requis.

En l'absence de toutes références nouvelles ou de produits nouveaux, le Maître d'Œuvre pourra exiger ceux prescrits dans les pièces du marché, sans que l'entreprise puisse prétendre à un supplément de prix.

2.3 TOLÉRANCES

Les tolérances de fabrication des ouvrages seront conformes aux normes NF P .101 et P. 01.007.

2.4 RÉCEPTION DES SUPPORTS

Pour tous les ouvrages, il sera prévu une réception des supports par les entrepreneurs concernés pour les revêtements.

Ces réceptions se feront en présence du Maître d'Œuvre qui prononcera les arbitrages si nécessaire.
L'entrepreneur procédera aux révisions qui lui auraient été signalées lors de ces réceptions

2.5 MISE EN ŒUVRE

L'entrepreneur réalisera ses ouvrages avec toutes sujétions y afférant :

- jonctions sols, parois, plafonds, huisseries
- semelles résilientes
- protection contre l'humidité en pied
- traitement des joints de cloisons ou doublages selon les différents procédés
- arêtes métalliques sur tous les angles saillants

Le tout se rapportant aux D.T.U. au paragraphe 2.O1 et aux fiches d'avis technique C.S.T.B. des matériaux concernés.

2.6 QUALIFICATION PROFESSIONNELLE

Il est demandé au soumissionnaire de justifier de sa qualification O.P.Q.C.B. et de références en rapport avec la nature des travaux à réaliser pour ce projet.

Pour ce qui concernerait la partie "Isolations", le soumissionnaire a à prévoir dans ses prestations les études spécifiques de déperditions calorifiques qu'il fera ou se fera établir par un B.E.T. qualifié et dont il remettra copie à l'architecte.

Mais le fait d'exécuter les travaux sans rien y changer, ne prévaudrait en aucune manière de sa responsabilité professionnelle personnelle.

2.7 DIMENSIONS DES OUVRAGES

Les dimensions des ouvrages doivent être conformes aux indications des plans et aux prescriptions du présent CCTP.

L'entrepreneur doit toutefois, avant de réaliser ses ouvrages, vérifier sur place les mesures exactes des emplacements laissés après exécution des ouvrages des autres corps d'état.

2.8 PROTOTYPES ET ÉCHANTILLONS

Avant mise en fabrication, l'entrepreneur adjudicataire doit présenter un ou plusieurs prototypes, suivant les stipulations du marché.

Ces prototypes sont demandés en fonction du planning d'avancement des travaux. Ils sont soumis au Maître d'Œuvre et Bureaux de Contrôle pour examen, et, éventuellement, pour confirmation des performances.

La fabrication ne pourra être entreprise qu'après accord de ces derniers.

Les échantillons de matériaux ou de matériel seront fournis à la demande du Maître d'Œuvre.

2.9 PRESCRIPTION AU FEU

Les degrés CF sont indiqués dans les chapitres suivants, ou sur les plans.

Avant toute mise en œuvre, l'entrepreneur est tenu de fournir tous les procès-verbaux officiels d'essais et de tenue au feu et d'obtenir l'accord écrit du Bureau de Contrôle.

2.10 RÉGLEMENTATION SISMIQUE

La réglementation considère que les éléments non structuraux des bâtiments (par exemple : plafonds, cloisons, éléments de façade...) peuvent, en cas de rupture lors d'un séisme, occasionner des blessures aux occupants, gêner leur évacuation ou encore affecter la structure du bâtiment. C'est pourquoi l'arrêté du 22 octobre 2010 impose, dans certains cas, le dimensionnement au séisme des éléments non structuraux conformément à l'Eurocode 8.

L'arrêté du 15 septembre 2014 a modifié l'arrêté du 22 octobre 2010 en introduisant notamment le guide «ENS» qui explicite le champ d'application et les principes de l'Eurocode 8 pour les ENS du cadre bâti et propose une méthode de justification simplifiée.

Ce référentiel définit le périmètre des ENS nécessitant la prise en compte du risque sismique. Pour cela, deux critères sont pris en compte :

- la hauteur de chute de référence: h_{lim} (par rapport au sol du local considéré)
- la masse surfacique de l'élément: m_{lim}

Ainsi, pour une dimension de référence inférieure à h_{lim} et une masse inférieure à m_{lim} , le risque est considéré comme faible et il n'est pas exigé de prendre en compte l'action sismique dans la conception et le dimensionnement de l'élément.

Pour les plafonds, cloisons et doublages, le référentiel donne les valeurs suivantes (voir Fiche Pratique N°25 de la FFB) :

Cloisons et doublages	<ul style="list-style-type: none"> - $h_{lim} = 3,5$ m - $m_{lim} = 25$ kg/m²
Plafonds suspendus	<p>Plafonds suspendus à l'aide d'une ossature :</p> <ul style="list-style-type: none"> . $h_{lim} = 3,5$ m . $m_{lim} = 25$ kg/m² <p>Plafonds suspendus par système d'accroche non rigide : tous les éléments de cette famille doivent faire l'objet d'une analyse sismique ($h_{lim} = 0$; $m_{lim} = 0$).</p>

Les Recommandations Professionnelles de la FFB ont donc été élaborées pour :

- . les cloisons et contre-cloisons de masse surfacique supérieure à 25 kg/m² ou de hauteur de chute supérieure à 3,50 m.
- . les plafonds de masse surfacique supérieure à 25 kg/m² ou situés à une hauteur supérieure à 3,50 m.

NOTA : en dehors de ces dispositions visées par la présente Fiche, les justifications seront à apporter par l'entrepreneur.

Dispositions pour les cloisons :

L'ouvrage (ainsi que ses suspentes et fixations) résiste aux actions sismiques calculées s'il est :

- conforme au NF DTU 25.41 ;
- situé en France, en zone de sismicité 1 à 4, dans un bâtiment à risque normal ;
- non chargé ;
- de masse surfacique ≤ 60 kg/m² ;
- mis en œuvre avec un feuillard métallique de largeur minimale 100 mm et d'épaisseur minimale 0,6 mm au droit des joints transversaux de la dernière peau et vissage de ces plaques sur le feuillard au pas de 30 cm (voir Fiche Pratique N°25 de la FFB)

et si les fixations des rails haut et bas :

- . soit sont disposées à entraxes 60 cm et présentent les valeurs de résistance au cisaillement du tableau suivant :

Hauteur de la cloison ou de la contre-cloison	Masse surfacique de la cloison ou de la contre-cloison	40 kg/m ²	50 kg/m ²	60 kg/m ²
	Rappel de l'action sismique F_a [daN/m ²]	44,35	55,44	66,53
3 m	Résistance minimale au cisaillement de chaque ancrage pour un entraxe 60 cm [daN par ancrage]	95,8	119,8	143,7
4 m		127,7	159,7	191,6
5 m		159,7	199,6	239,5
6 m		191,6	239,5	287,4
6,85 m		218,7	273,4	328,1

- soit présentent une résistance au cisaillement supérieure à 150 daN et sont disposées aux entraxes maximaux du tableau suivant :

Hauteur de la cloison ou de la contre-cloison	Masse surfacique de la cloison ou de la contre-cloison	40 kg/m ²	50 kg/m ²	60 kg/m ²
	Rappel de l'action sismique F_a [daN/m ²]	44,35	55,44	66,53
3 m	Résistance maximale au cisaillement entre fixations présentant une résistance à rupture 150 daN [cm]	60	60	60
4 m		60	55	45
5 m		55	45	35
6 m		45	35	30
6,85 m		40	30	25

Dispositions pour les plafonds :

L'ouvrage (ainsi que ses suspendes et fixations) résiste aux actions sismiques calculées s'il est :

- conforme au NF DTU 25.41 ;
- plan et sans décroché ;
- situé en France, en zone de sismicité 1 à 4, dans un bâtiment à risque normal ;
- sans charges suspendues ;
- sur fourrures ou sur montants ;
- de masse surfacique limitée à 35 kg/m², isolant compris ,
- réalisé avec au minimum deux suspendes par ligne d'ossature ;
- et dont les fixations ou ancrages à la structure sont au moins aussi résistants que les couples profilés/suspendes.
- et avec les limitations de dimensions suivantes :

Plafond avec joint de fractionnement	Largeur maximale 2,2 m si entraxe de vissage des plaques sur la cornière de 30 cm (largeur portée à 4,5 m si entraxe de vissage ramené à 15 cm).
Plafonds sans joint de fractionnement	Plus grande dimension ≤ 25 m (conformément au NF DTU 25.41)

L'entrepreneur réalisera les études et dimensionnement suivant la réglementation, et justifiera par note de Calcul, plans, etc toutes les dispositions prises pour le présent projet.

2.11 DIVERS

Dans le projet, des cloisons Placostil ou techniquement équivalent des doublages isolants sont destinés à être mis en œuvre dans des locaux humides, et devant recevoir ou des faïences, ou des plaquettes de briques, ou des carreaux de carrelage collés, l'entreprise utilisera donc des plaques de plâtre hydrofuges, Haute Dureté et spéciales locaux humides.

CCTP – Lot 02 Plafonds Suspendus

Les prestations comprennent les finitions à l'enduit et bandes calicots des raccords de plaques, des joints, des bouchements, des points de fixation de façon à offrir des surfaces prêtes à recevoir les ratissages et peintures.

L'entrepreneur devra permettre aux postes techniques (Electricité, Plomberie CVC) d'incorporer leurs gaines et conduites dans les plafonds-suspendus

Lorsque des conduits, canalisations ou autres appareillages sont enfermés dans le faux plafond non démontable, celui-ci doit être pourvu au minimum d'une trappe de visite.

3 TRAVAUX D'ENSEMBLE

3.1 ÉTUDES ET PLANS D'EXÉCUTION DES OUVRAGES

Les entrepreneurs ont à fournir pendant la période de préparation et avant début des travaux les Plans d'exécution des Ouvrages et Études techniques (au format DWG & PDF) qui comprennent les plans, les avis techniques, références de produit et tout autre document utile à l'exécution, et ce pour l'ensemble des prestations à réaliser dans le cadre du marché.

Ces PEO sont fournis en exemplaires utiles pour obtenir le « bon pour exécution ».

Ces plans et documents seront rétribués à l'entreprise dans le cadre du prix du présent article. Des pénalités de retard énoncées au CCAG seront appliquées pour non production de ces documents dans les délais impartis.

La liste des documents à fournir sera dressée par l'Architecte dès l'ordre de service.

3.2 DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTÉS ET DOSSIER D'INTERVENTION ULTÉRIEURE SUR L'OUVRAGE

Les entrepreneurs ont à fournir pour la réception des ouvrages l'ensemble des pièces du Dossier des Ouvrages Exécutés qui comprennent outre les plans, les avis techniques, références de produit et tout autre document utile aux interventions ultérieures en nombre d'exemplaires utiles.

Ces plans et documents seront rétribués à l'entreprise dans le cadre du prix du présent article.

Des pénalités de retard énoncées au CCAG seront appliquées pour non production de ces documents dans les délais impartis.

La liste des documents à fournir sera dressée par l'Architecte.

Nombre d'exemplaire :

- 2 exemplaires papier (1 pour la maîtrise d'œuvre, 1 pour la maîtrise d'ouvrage,
- 1 exemplaire (clé, CD-ROM, etc...), pour mémoire : les envois mail ne seront pas considérés comme recevables).

3.3 ACHEMINEMENT DES MATÉRIAUX

Chaque entreprise devra prévoir à sa charge en complément des travaux de son lot :

- Acheminement des matériaux dans les étages,
- L'approvisionnement se feront uniquement via la cage d'escalier intérieure

3.4 GESTION DES DÉCHETS

Chaque entreprise en charge de la démolition et de la dépose d'un ouvrage ou d'un équipement existant, générant des gravois, doit en assurer l'évacuation complètes aux décharges publiques.

Chaque entreprise est responsable de l'évacuation de ses déchets

3.5 NETTOYAGES EN COURS DE CHANTIER

Les entreprises ont à leur charge tous les nettoyages des lieux où elles interviennent, y compris évacuation des gravois comme indiqué ci-dessus. Elles doivent également nettoyer leurs ouvrages au furet à mesure de leur finition et poser les protections sur les ouvrages fragiles qu'elles devront ensuite déposer et évacuer en fin de travaux.

En cas de carence de certaines entreprises, le Maître d'œuvre peut décider, par simple mention sur le compte rendu de chantier, de faire exécuter les nettoyages par une autre entreprise du chantier, voire une entreprise extérieure et de l'imputer par quotes-parts aux entreprises en cause.

4 DESCRIPTION DES TRAVAUX DE PLAFONDS SUSPENDUS

4.1 TRAVAUX SUR L'EXISTANT

4.1.1 Dépose des plafonds suspendus existants

L'entrepreneur du présent lot devra la dépose soigné des plafonds existants, cette prestation comprend :

- . La dépose de l'ensemble des dalles de plafonds 60x60, les dalles en bon état seront soigneusement déposées et stockées pour permettre leur repose (50 à 60 % suivant leur état)
- . Repose des dalles existantes en priorité dans les locaux de stockages, archives, sanitaires
- . Stockage sur palette avec un film de protection
- . Dépose des ossatures porteuses

Localisation : Suivant visite et plan des démolitions.

4.1.2 Dépose du plafond suspendu de l'accueil

L'entrepreneur du présent lot devra la dépose soigné du plafond 60x60 métallique dans la zone ERP du RDC, cette prestation comprend :

- . La dépose de l'ensemble des dalles de plafonds 60x60
- . Dépose des ossatures porteuses

Nota : Les aménagements existants du rez-de-chaussée ne seront pas déposés pendant les travaux. L'entreprise devra en conséquence prévoir toutes les protections nécessaires pour préserver ces éléments, ainsi que les échafaudages, moyens d'accès et dispositifs de sécurité appropriés pour permettre l'exécution des travaux sans dégradation ni nuisance.



Localisation : Suivant visite et plan des démolitions.

4.2 PLAFONDS SUSPENDUS

4.2.1 Plafonds suspendus en dalle 600x600

Fourniture et mise en œuvre d'un plafond suspendu démontable en dalle sur ossature compris toutes sujétions et les prescriptions du fabricant comme suit :

- . Porteurs T35 comprenant une ossature de type T35 apparente type E de chez Rockfon ou techniquement équivalent
- . Largeur de l'ossature 15mm en acier galvanisé laqué de teinte blanche
- . Traitement des rives par cornière en acier galvanisé laqué de teinte blanche

Caractéristique des dalles autoportantes en fibres minérales :

- . Teinte blanche
- . Panneau en laine de roche
 - o Face visible: voile peint en blanc (finition lisse)
 - o Face arrière: contre-voile

- . Démontables à bords droits
- . Absorption au bruit : α_w 0,90
- . Atténuation au bruit : Dncw 41dB
- . Dimensions : 600 x 600mm

Classement au feu :

- . A2-s1-D0
- . M0
- . R30

La prestation comprend :

- . Les découpes pour les équipements intégrés dans le plafond suspendu (grille, luminaires...) selon implantation du corps d'état demandeur
- . Un joint acrylique sera réalisé entre les cornières de rive et les murs afin d'assurer une finition parfaite
- . Toutes sujétions de fixation, rigidité, découpes, raccordement à l'existant et aux joues de plafon

Localisation : Suivant plan architecte et plan des plafonds suspendus

4.2.2 Plafonds suspendus cassette acier 600x600

L'entrepreneur du présent lot devra la fourniture et pose d'un plafond suspendu métallique de type plafometal à cassettes démontables, cette prestation comprend :

- . Ossature primaire en cas de nécessité
- . Ossature secondaire métallique de teinte blanche identique à l'existant
- . Dalle de plafond en cassette métallique de teinte blanche

Caractéristique des dalles :

- . Perforation : identique à l'existant
- . Dimensions : 600x600
- . Matériau : Acier pré laqué
- . Réaction au feu : selon la norme EN 13501-1 Euroclasse A1
- . Qualité de l'air intérieur : A+

Toutes sujétions de parfaites finitions avec l'existant.
Suivant visite et relevés sur place de l'entreprise.

Nota : Les aménagements existants du rez-de-chaussée ne seront pas déposés pendant les travaux. L'entreprise devra en conséquence prévoir toutes les protections nécessaires pour préserver ces éléments, ainsi que les échafaudages, moyens d'accès et dispositifs de sécurité appropriés pour permettre l'exécution des travaux sans dégradation ni nuisance.

Localisation : Suivant visite

4.2.3 Percements et découpe

L'entreprise présente aura à sa charge les percements des lisses des faux-plafonds (notamment pour les éclairages décoratifs),

L'entreprise fournira les plaques et les autres percements seront effectués par les entreprises en charge des lots techniques.